

**AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 004 /DC/MINRESI/CIPM/2026 DU 22 DEC 2025 RELATIF A L'ENTRETIEN
DES LOCAUX DES SERVICES CENTRAUX DU MINRESI. « En procédure d'urgence »**

1 Objet de la Demande de Cotation

Le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation lance un avis de consultation pour la demande de cotation relative à l'entretien des locaux et espaces des Services Centraux du MINRESI.

2. Consistance des prestations

Les prestations consistent à :

- Désherber les abords des bâtiments et les enceintes de sécurité ;
- Entretenir les jardins ;
- Curer les caniveaux ;
- Détartrer, nettoyer et désinfecter les salles d'eau et le matériel sanitaire ;
- Nettoyer les bureaux (laver le sol, nettoyer les meubles, les vitres, enlever les toiles d'araignées, aspirer les moquettes, nettoyer les rideaux + voilage) ;
- Nettoyer les couloirs et escaliers (laver le sol, enlever les toiles d'araignées, aspirer les moquettes) ;
- Nettoyer les différents parkings ;
- Nettoyer la salle de conférences du bâtiment annexe N°2 (nettoyer les meubles, les vitres, enlever les toiles d'araignées, aspirer les moquettes, nettoyer les rideaux et voilage) ;
- Nettoyer les salles de réunions du bâtiment principal et du bâtiment annexe N°2 ;
- Nettoyer les baies vitrées des différents bâtiments ;
- Nettoyer les VRD ;
- Vidanger les fosses septiques.

3. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité des conditions aux entreprises de droit camerounais exerçant dans le domaine de l'entretien des locaux publics.

4. Financement

Les prestations, objets de la présente consultation, sont financées par le Budget de Fonctionnement du MINRESI, exercice 2026, sur la ligne d'imputation 60 19 222 0 32000002 0133 361400.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de vingt-cinq millions cinq cent mille (25 500 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

6. Allotissement

Les prestations objet du présent avis de consultation sont constituées d'un seul lot.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

8. Consultation du dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires générales, Services des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42, BP 1457 et la

version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontacts.cm> dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou au CNE, service administratif et financier, téléphone 222 23 40 12, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de **vingt-cinq mille (25 000) francs CFA**.

Il est également possible d'obtenir le DDC par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DDC.

10. Cautionnement de soumission

10.1- Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce n°7 du DDC dont le montant s'élève à **quatre cent mille (400 000) francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC).

10.2- L'absence de la caution de soumission sus-évoquée entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 28 novembre 2025 à **13 heures**. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé, au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), avec l'indication claire et lisible : **« CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N° 001 /DC/MINRESI/CIPM/2026 DU 22 DEC 2025 RELATIVE A L'ENTRETIEN DES LOCAUX DES SERVICES CENTRAUX DU MINRESI » « En procédure d'urgence »**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. **Taille et format des fichiers** : les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINRESI, dans la salle de réunion du rez-de-chaussée du bâtiment annexe N°02 sise au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Critères d'évaluation

- 1^{ère} étape : Critères éliminatoires
 - Absence de caution de soumission timbrée conforme au modèle joint en annexe et de son récépissé de consignment délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis ;
 - Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
 - Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48 heures après l'ouverture des offres ;
 - Proposition technique non conforme aux descriptifs de la prestation ;
 - Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
 - Absence d'une capacité financière d'un montant minimum de dix millions de Fcfa ;
 - Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;
 - Absence de la charte d'intégrité ;
 - Non-conformité du mode de soumission ;
 - Non-respect du format de fichier des offres ;
 - Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

2ème étape : Évaluation de l'offre financière

- Vérification de la concordance entre prix en chiffres et en lettres dans les BPU ;
- Vérification du report des Prix Unitaires des BPU et ceux du Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du report des quantités de la DC au Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du calcul et correction, le cas échéant du Devis Quantitatif et Estimatif.

3ème étape : Comparaison des offres

16. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **douze (12) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel à la Demande de Cotation et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre Commande de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant **90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du MINRESI, Service des Marchés Publics (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 232 442.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la **CONAC** au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINRESI.

Yaoundé, le

22 OCT 2025

Le Ministre
Autorité Contractante



Dr Madeline Tchuinte

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP
- CIMP/MINRESI
- Archives
- Chronos

**NOTICE OF CONSULTATION FOR THE LISTING N° 001 /DC/MINRESI/CIPM/2026
OF 22 DEC 2025 FOR THE MAINTENANCE OF PREMISES OF CENTRAL SERVICES
OF MINRESI. “In emergency procedure”**

1. Subject of the Listing

The Minister of Scientific Research and Innovation is launching a notice of consultation for the listing concerning the maintenance of the premises and spaces of the MINRESI Central Services.

2. Scope of the services

The services include:

- Weeding the perimeter of the buildings and security areas;
- Maintaining the backyards;
- Cleaning the gutters;
- Descaling, cleaning and disinfecting bathrooms and sanitary equipment;
- Cleaning the offices (floors, furnitures and windows, removing cobwebs, vacuuming carpets, cleaning the curtains and net curtains);
- Cleaning the corridors and stair (floor, removing cobwebs, vacuuming carpets);
- Cleaning the various car parks;
- Cleaning the Conference Hall in Annex Building N°2 (furniture, windows, removing cobwebs, vacuuming carpets, cleaning curtains net curtains);
- Cleaning the Meeting Hall in the main building and the Annex Building N°2;
- Cleaning of the bay windows in various buildings;
- Roads and various networks;
- Empty the septic tanks.

3. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to legally authorized local Cameroonian base enterprises on equal terms, practicing in the domain.

4. Financing

The subject of the present consultation, are financed by the Operating Budget of the MINRESI, exercise 2026, on the line of imputation 60 19 222 0 32000002 0133 361400

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation is **twenty-five million five hundred thousand (25 500 000) CFA francs.**

6. Allotment

The services covered by this consultation consist in a single batch.

7. Bid submission method

The submission method selected for this request for quotation is online.

8. Consultation of the Request for Quotation file

The physical file can be accessed during working hours at MINRESI, Department of General Affairs, Public Contracts Service, P.O. Box 1457, telephone 222 23 24 42 and the electronic version on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

9. Acquisition of the Request for Quotation file

The file may be obtained from MINRESI, Department of General Affairs, Public Contracts Service (main building) P.O. BOX: 1457, telephone 222 23 24 42 upon publication of this notice, after payment of a non-refundable sum of twenty-five thousand (25 000) CFA francs to be paid to the Public Treasury.

The electronic version of the tender file can also be downloaded free of charge from the COLEPS platform, available at the above addresses. However, online submission is subject to payment of the tender file purchase fee.

10. Provisional Bond

10.1- Each tenderer must enclose with his administrative documents, a hand paid bid bond, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit No. 9 of the DDC, the amount of which is four hundred thousand (400,000) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date. This bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

10.2- The absence of the above-mentioned bid bond will result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

11. Submission of bids

Tenders must be submitted in French or English on the COLEPS platform no later than 1 p.m. on ~~22 JAN 2026~~ 22 JAN 2026. An operational backup copy of the tender in PDF format, saved in a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope to MINRESI's public contract service, clearly and legibly marked: "NOTICE OF CONSULTATION FOR THE LISTING N° 001 /DC/MINRESI/CIPM/2026 OF 22 DEC 2025 FOR THE MAINTENANCE OF PREMISES OF CENTRAL SERVICES OF MINRESI.. "In emergency procedure" "TO BE OPENED ONLY DURING A BID-OPENING SESSION".

12. File size and format

the maximum sizes of the documents that will be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative bids;
- 15 MB for Technical bids;
- 5 MB for Financial bids.

The following formats are accepted:

- PDF for text documents ;
- JPEG for images.

Bidders should use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

13. Bids opening

The opening of the bids will be done in one session.

The opening of administrative documents, technical bids and financial bids shall be done on 26 JAN 2016 at 2 pm, by the MINRESI's Public Contracts Internal Commission, in the conference hall of the Ministry of Scientific Research and Innovation.

Only bidders or their duly mandated representatives with full knowledge of the file may attend this opening session.

On pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Rules of the Quotation. They must be less than three (3) months old or have been drawn up after the date of signature of the Request for Quotation. In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected, with the exception of the bid bond.

14. Admissibility of Quotations

The administrative documents, technical and financial quotations must be placed in (3) separate files.

The project owner will reject:

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Bids that do not comply with the bidding procedure.
- Bids that do not indicate the Invitation to tender.

Any tender that does not comply with the requirements of the Request for Quotation shall be declared ineligible, especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the model documents in the bidding documents, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid bond with no connection to the concerned tender shall be considered invalid. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

15. Evaluation criteria

- **1st phase: Eliminary criteria**
- Absence or non-compliance a document in the administrative file other than the bid bond wither 48 hours after the opening of the tender;
- False declarations or falsified documents;
- Absence of bid bond in the administrative file at the opening of the bid;
- Non compliance with the descriptions of the service;
- Absence of a quantified unit price;
- Lack of a declaration on honour that the bidder has not failed to fulfil a contract during the last three (3) years and is not on the official list of defaulting companies published annually by the Ministry of Public Contracts.
- Non-compliance with the submission method;
- Non-compliance with the tender file format;
- Absence of the operational backup copy of the bids in the event of malfunction of the COLEPS platform.

2nd phase: Evaluation of the financial bid

- Checking that the price in the BPU match the prices in figures and words;
- Checking that the Unit Price in the BPU and those in the Quantitative and Estimative Specification have been transferred;
- Checking the transfer of quantities from the Request for Quotation to the Estimated Quantities
- Checking and correcting if necessary, Quantitative and Estimate Quotations.

3rd phase: Comparing bids

16. Execution deadlines

The maximum execution deadline envisaged by the Project Owner to carry out the services covered by this Request for Quotation is **twelve (12) months**. The deadline runs from the notification date of the Service order to start the service.

17. Award of Contract

The Employer will award the contract to the bidder whose bid has been determined to be substantially responsive to the Request for Quotation and who has the technical and financial capability to execute the Letter Order and whose bid has been determined to be the lowest evaluated bid including, where applicable, proposed discounts.

18. Validity Period of tenders

Les Bidders shall be bound by their tenders for **ninety (90) days**, from the deadline set for the submission of tenders.

19. Additional information

Further information can be obtained during working hours at MINRESI's Department of General Affairs, Public Contracts Service (main building), P.O. Box 1457, Phone: 222 23 24 42.

20. MINMAP's toll-free number

For any denunciation of practices, facts or acts, attempted corruption or acts of malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of MINRESI.

Yaounde, on the 22 Dec 2025.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chairman of CIPM
- Notice board

The Minister
The Contracting Authority



Madeline Tchainté